



## International Lake Champlain - Richelieu River Study Board

### Groupe d'étude international du lac Champlain et de la rivière Richelieu

## *Groupe consultatif public (GCP) - Compte rendu du 28 avril 2021*

### **Participants**

#### Membres de l'étude :

Deborah Lee (coprésidente américaine du Groupe d'étude), Jean-François Cantin (coprésident canadien du Groupe d'étude), Mae Kate Campbell (gestionnaire américaine de l'étude), John Brodt (pour Bill Richmond, coordonnateur de la sensibilisation aux États-Unis), Serge Lepage (gestionnaire canadien de l'étude), Pierre-Yves Caux (liaison avec la Commission mixte internationale - CMI), Michael Laitta (liaison avec la CMI), Céline Desjardins (CMI), Christina Chiasson (conseillère en communication), Bill Werick (co-responsable du groupe de travail sur les mesures d'atténuation et de gestion des inondations - MAGI).

#### Membres du GCP :

Madeleine Papineau (coprésidente canadienne du GCP), Kris Stepenuck (coprésidente américaine du GCP), Eric Howe, Mark Malchoff, Phil Von Bargen, Teresa Gagnon, Jérémie Letellier, Lori Fisher, Renée Rouleau, Steve Peters, Frédéric Chouinard. Également Marion Melloul et Cynthia Gagnon.  
Absents : Marla Emery et Harm Sloterdijk.

#### Principales actions:

- Les membres du GCP peuvent envoyer tout autre commentaire ou modification au document d'orientation sur la communication des risques d'inondation à la gestionnaire américaine de l'étude, qui les transmettra aux rédacteurs techniques.
- Les membres du GCP ont demandé plus d'information sur la nouvelle mesure structurelle envisagée par le groupe de travail MAGI (Thème 1), par exemple soit un webinaire technique soit un document écrit (en français et en anglais) afin de mieux comprendre les informations techniques présentées aujourd'hui.
- Au cours des prochains mois, le GCP doit trouver un moyen et un processus permettant d'avoir des échanges dynamiques et de fournir une rétroaction efficace au Groupe d'étude sur les recommandations préliminaires de l'étude. Cela pourrait nécessiter des réunions plus fréquentes, mais il ne devrait pas y en avoir trop.
- Les coprésidentes du GCP continueront d'envoyer fréquemment des courriels aux membres du GCP pour les tenir informés des produits et des progrès réalisés.

#### **1. Accueil, liste des participants et déroulement de la rencontre (coprésidentes du GCP)**

Après la présentation des membres du GCP et des autres participants, la coprésidente canadienne du GCP a souhaité la bienvenue à tous. Elle a indiqué que de nombreux produits de l'étude seront publiés au cours des prochains mois et que ce sera une bonne occasion pour le GCP de donner son avis et de faire part de ses opinions au Groupe d'étude pour l'aider à formuler ses futures recommandations.

#### **2. Approbation du compte rendu de la réunion du GCP du 26 août 2020**

Il n'y a pas eu de modifications donc le compte rendu a été approuvé tel que présenté.

### **3. Les principes directeurs pour le développement des recommandations (conseils reçus de SPE), les considérations (fournies par la CMI) et les critères de décision du Groupe d'étude.**

La coprésidente canadienne du GCP a rappelé aux participants que les critères de décision du Groupe d'étude ont été présentés lors des réunions publiques de l'automne dernier et qu'ils figurent dans la vidéo sur les solutions structurelles. Au-delà de l'encadrement des recommandations par ces critères de décision (inclus dans la portée de l'étude, réalisable et faisable, techniquement viable, économiquement viable, juste et équitable, acceptable pour l'environnement et résilient aux changements climatiques), la CMI a demandé :

- que toutes les recommandations soient S. M. A. R. T. (Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Pertinentes et limitées dans le temps).
- et de tenir compte des changements climatiques ainsi que de l'acceptabilité sociale, politique et économique (SPE).

Le groupe d'analyse SPE a indiqué qu'il était important de travailler de manière intégrative. La gestion adaptative devient un réflexe dans la gestion et l'aménagement du territoire. Les membres de l'étude doivent comprendre comment les gens pensent et inclure l'aspect social. L'équité est importante, par exemple entre les résidents en amont et en aval. Ces conseils trouvent probablement un écho auprès des membres du GCP.

Un membre du GCP a recommandé de revenir régulièrement à ce document d'orientation au fur et à mesure que l'étude avance, et de le considérer comme une carte de route tout au long du processus. Un autre membre du GCP a fait remarquer qu'il sera nécessaire d'aborder les éléments techniques ensemble et non pas comme des éléments séparés au sein de l'étude. Il devrait s'agir d'un tout cohérent. D'autres membres du GCP ont également trouvé le document utile.

### **4. Document d'orientation sur la communication des risques d'inondation**

Un résumé du document d'orientation, la version complète (en anglais) du document et un lien vers la vidéo de la présentation du Dr Henstra au Groupe d'étude ont été envoyés aux membres du GCP avant la réunion. La coprésidente américaine du GCP s'est excusé de ne pas avoir remarqué qu'une partie de la vidéo était corrompue. La coprésidente canadienne du GCP a ensuite fait part de certaines des réflexions entendues au cours de la discussion du Groupe d'étude :

- Une recommandation possible pourrait être élaborée autour de l'identification des ressources et des organisations qui peuvent aider les municipalités dans la communication des risques d'inondation. Les municipalités n'ont pas toujours la capacité de faire les choses à partir de zéro et il serait utile de regrouper les efforts de communication sur les risques d'inondation, mais cela nécessiterait un soutien financier et la capacité d'élaborer un message cohérent.
- Il existe toute une série de solutions technologiques, dont la plupart pourraient être utilisées pour transmettre l'information aux résidents. Ce qui a été entendu lors de réunions précédentes, c'est que beaucoup de communautés n'ont pas accès à certaines technologies (par exemple, un service de téléphonie cellulaire fiable), ce qui les oblige à faire preuve de beaucoup d'ingéniosité pour communiquer en cas d'urgence. L'utilisation des téléphones cellulaires pourrait ne pas fonctionner. Par exemple, dans certaines communautés de l'état de New York, les pompiers doivent frapper aux portes pour alerter les gens en cas d'urgence. Il est essentiel de mettre en œuvre *plusieurs* méthodes de communication pour s'assurer que la population est contactée en cas d'urgence, car certaines options (p. ex., le service cellulaire, Internet) peuvent tomber en panne ou ne pas être fiables lors d'événements extrêmes.

La coprésidente américaine du GCP a demandé aux membres du GCP leur avis sur le document d'orientation. Par exemple, quel serait, selon les membres du GCP, un bon équilibre entre les efforts que nous devons consacrer aux solutions technologiques ou non technologiques.

### Discussion sur le document d'orientation

- Un membre du GCP a apprécié la vidéo. La structure de communication était bien présentée et le Groupe d'étude devraient envisager les points suivants 1) **Cibler précisément son public**, qui aura besoin d'informations et qui n'en aura pas besoin. L'idée d'utiliser plutôt une structure de micro-communication a été émise: lorsque la plupart des résidents de la communauté est bien au-dessus du niveau d'inondation, ils n'auront pas besoin d'être informés, alors que dans les communautés avec beaucoup plus de résidents proches de la plaine d'inondation, il y aura un grand intérêt. 2) **Équité** : il ne s'agit pas seulement de qui émettra le message mais aussi de qui le recevra. Le statut socio-économique est potentiellement différent dans la plaine d'inondation. Par exemple, lors de l'inondation de 2011 à Plattsburgh, un nombre important de personnes ne possédaient pas de téléphone portable, n'avaient pas accès à Internet et ont été touchées par l'inondation. Ainsi communiquer avec les forces de l'ordre et les services de secours qui feront par la suite du porte-à-porte, pourrait être la voie à suivre.
- Un membre du GCP était d'accord qu'il faut cibler le public. Il faut savoir s'ils ont des connaissances techniques ou non ou s'ils sont des premiers répondants ou des propriétaires de maison. Le Groupe d'étude devra déterminer comment leur transmettre les messages. Les communications devraient s'adresser à une série de publics.
- Un membre du GCP a demandé s'il était possible de suggérer des modifications au document puisque le dossier indiquait qu'il était "final". La gestionnaire américaine de l'étude a répondu qu'il y a encore quelques étapes avant la publication du document d'orientation et a suggéré aux membres du GCP de lui envoyer leurs commentaires et modifications. Ils seront alors transmis aux rédacteurs techniques.
- Un membre du GCP suggère de remplacer "extension agents" par "outreach staff" ou "outreach specialist". Une correction doit également être apportée à la page 17, de "sea grant" à "*Sea Grant Funding*".
- Un autre membre du GCP, anciennement au conseil municipal de Sabrevois, a constaté que les villes ont des modes de fonctionnement différents. Certaines municipalités sont plus efficaces que d'autres ; certaines attendent plus longtemps avant d'intervenir. Il a été suggéré de faire appel à la MRC (qui comprend les maires de 14 municipalités du bassin de la rivière Richelieu) qui, ensemble, identifieraient les tâches à accomplir. Cette information serait transmise par ces maires à leurs conseils et, de là, aux citoyens. La MRC pourrait alors vérifier, peut-être une fois par an, que les municipalités les plus exposées aux inondations prennent des mesures de prévention et s'assurer qu'elles ont mis en place un programme pour aider leurs citoyens en cas d'inondation. Ce sont ces personnes qui savent qui a ou non Internet, qui doit être informé - et comment - dans leur communauté.
- La coprésidente américaine du GCP a demandé quelle recommandation il faudrait fournir aux dirigeants et aux municipalités pour qu'ils puissent utiliser de manière proactive le marketing social communautaire.
  - Il a été suggéré de s'adresser au directeur général, qui est là pour plusieurs années, alors que le conseil peut changer tous les quatre ans, de sorte que l'information puisse être transmise même si le conseil change.
  - La coprésidente américaine du GCP a convenu que le roulement de personnel est un défi et qu'une nouvelle formation serait nécessaire chaque fois que les intervenants quittent la MRC, donc qu'une formation continue comme des vidéos ou d'autres documents pourrait être utile.
- Un membre du GCP a mentionné que le document était très intéressant et a indiqué que pour rejoindre les gens, le porte-à-porte était très utile. Certaines personnes ont des besoins spécifiques. Il peut y avoir une opportunité car le service d'incendie fait du porte-à-porte tous les deux ans dans le cadre de leur travail régulier. Le public a confiance en eux et les municipalités ne font pas beaucoup de prévention, sauf avec les pompiers. Ils devraient connaître et comprendre les cartes d'inondation, ainsi ils pourraient ensuite informer les résidents qu'ils se trouvent dans une zone inondable et que

leur maison pourrait être inondée ou que simplement leur terrain pourrait être inondée.

- Un autre membre du GCP n'était pas sûr que des visites régulières des pompiers seraient efficaces, car il n'y a eu qu'une seule visite des pompiers en 14 ans chez eux. De plus, parfois, un service d'incendie est partagé entre plusieurs municipalités et que l'ajout de la communication sur les risques d'inondation leur donnerait des tâches supplémentaires qui prendraient du temps, seraient très compliquées et coûteuses. Ça semble plus facile d'ajouter cette tâche au plan de travail de la MRC.
- Le même membre du GCP a indiqué qu'il était important de connaître le message que l'Étude cherche à transmettre à la population (le message lui-même n'a pas été mentionné dans le document d'orientation) car les municipalités investiront de l'argent dans les communications, mais cela doit être productif, et pas seulement un document qui est distribué aux résidents. La MRC est un bon moyen d'aborder ce sujet avec les maires car lorsqu'il n'y a pas d'urgence, personne n'est intéressé par le sujet.
- À la page 14, un membre du GCP a commenté le texte suivant " all of the experts (...) prolonged dialogue oriented toward a shared vision " en disant que ça semble indiquer qu'il s'agissait d'un travail à temps partiel et a ajouté que pour une personne chargée de cette tâche, un emploi à temps plein était nécessaire. De plus, dans certains cas, le service d'incendie pourrait être heureux de cette affectation, mais il faudrait que ce soit une tâche officielle. Développer une relation de confiance avec le public prend du temps.
- La coprésidente américaine du GCP a conclu que la capacité pourrait varier d'une communauté à l'autre et qu'il sera donc important de formuler des recommandations qui incluront le financement pour soutenir les efforts, que ce soit la MRC, les pompiers ou quelqu'un d'autre.
- Un membre du GCP a mentionné que la prévention devrait être incluse dans les plans d'urgence.
- La coprésidente américaine du GCP a dit ne pas encore bien comprendre le fonctionnement des MRC et se demandait si ça serait possible d'ajouter des nouvelles tâches à leurs responsabilités comme la création d'un petit groupe au niveau de la MRC sans leur retirer quelque chose d'autre de leur emploi du temps.
  - Un participant travaillant dans une MRC a répondu que c'était possible. Il faut qu'il y ait un intérêt et une volonté politique, et l'aspect financier est toujours un défi. Le GCP pourrait faire cette suggestion mais l'ajout elle-même de nouvelles tâches de prévention aux plans de gestion des urgences des MRC doit venir du gouvernement du Québec.
  - Un autre membre du GCP était d'accord et a ajouté qu'un protocole serait nécessaire pour éviter les erreurs d'interprétation.
- La coprésidente américaine du GCP a demandé s'il existait quelque chose de comparable pour faire cela aux États-Unis.
  - Un membre américain du GCP a donné l'exemple, dans l'état de New York, de comment les services de gestion des urgences interagissaient, depuis le niveau du comté jusqu'aux organisations locales des municipalités, en ayant des responsabilités variées.
  - La coprésidente américaine du GCP a répondu que cela ne s'appliquait pas au Vermont car il n'y a pas de niveau de comté. Cependant, un autre membre du GCP a noté la présence de commissions régionales de planification (RPC) qui pourraient jouer un rôle similaire.
  - Le membre du GCP a ajouté qu'il n'avait jamais vu les services de gestion des urgences jouer un rôle éducatif. Il a conclu que puisque les services de gestion des urgences (EMS) sont responsables des plans d'intervention d'urgence, les EMS pourraient être un point de départ essentiel.
- Comme une grande partie de la discussion d'aujourd'hui a porté sur le ciblage de messages spécifiques pour des personnes spécifiques dans diverses régions, la coprésidente canadienne du GCP s'est demandé s'il serait possible d'apporter un aspect international à la recommandation sur la communication des risques d'inondation dans le bassin du LCRR. Un membre du Groupe d'étude, Daniel Leblanc, a mentionné l'exemple d'une bonne initiative de communication internationale

concernant les espèces envahissantes qui est menée en collaboration avec l'État de New York, le Vermont et le Québec.

- Un membre du GCP qui dirige le programme du bassin du lac Champlain (LCBP) a fourni des détails sur la campagne menée par le LCBP et a expliqué que cette campagne internationale sur les espèces envahissantes a impliqué l'Organisme de bassin versant de la baie Missisquoi (OBVBM). Le LCBP travaillait en étroite collaboration avec eux et ils produisaient des documents informatifs en français et en anglais. Il a indiqué qu'il s'agit d'un programme fructueux, en vigueur depuis 15 ans, et qu'ils ont documenté des changements dans le comportement des plaisanciers, en partie grâce aux campagnes. Les clés étaient la cohérence des messages, les différentes manières de communiquer avec les différentes personnes et la formation continue.
- Un autre membre du GCP a partagé une histoire similaire sur le modèle utilisé pour le programme d'éducation sur les espèces envahissantes entre l'état de New York, le Vermont, le Québec, le Nouveau-Brunswick et l'Ontario. Un groupe d'experts des Grands Lacs a agi comme un intéressant groupe consultatif qui a aidé à coordonner et à assurer la cohérence des messages.
- Un membre du GCP a fait remarquer que le document d'orientation semblait assez générique et n'était pas très spécifique pour l'atténuation des inondations. La coprésidente canadienne du GCP était du même avis.
- Un membre du GCP réaffirme que le message lui-même est important (et ne figure pas dans le document d'orientation). Il ne sera pas nécessairement le même dans tous les secteurs. Certaines des solutions seront les mêmes dans certains secteurs. Le message doit être positif. Les gens ont tendance à faire ce que font leurs voisins (élever des maisons pour les immuniser, l'assurance).
- Un membre du GCP a mentionné qu'il était important d'être précis sur les termes. Ainsi, il a appris le terme "seiche" en 2011, lorsque le comté de Clinton subissait l'inondation ainsi des vents importants qui augmentaient les niveaux d'eau plus haut que les lignes d'inondation. Des personnes étaient choquées d'apprendre qu'elles étaient au-dessus de la ligne de crue car elles étaient inondées à cause du vent. Ainsi, dans certains cas, il n'est pas toujours facile de communiquer simplement une situation.
- De façon plus général, un membre du GCP se questionnait sur les façons de faire actuelles de l'étude en ce qui concerne les messages de communication. La façon dont nous présentons au public est importante (utilisation d'images évocatrices, des explications simples, l'établissement de relations au cours de l'étude). Comment affinons-nous nos messages ? Dans le matériel pour le public que l'étude utilise, il y a beaucoup de mots, les visuels sont minuscules. Il est très important de bien présenter les documents au public, de les rendre lisibles pour les daltoniens, de commencer à utiliser la même image de marque dans chaque présentation et de s'assurer que l'étude utilise les meilleures pratiques pour faire passer le message. Le souhait a été émis de voir l'étude diffuser les choses plus rapidement.
  - La coprésidente américaine du GCP a répondu que cette dernière préoccupation avait souvent été exprimée au Groupe d'étude.
- Un membre du GCP a abordé la question de l'assurance contre les inondations et du partage des risques avec le gouvernement du Québec. Ainsi, il n'y a pas d'assurance contre les inondations au Québec et que s'il y en avait, le prix serait astronomique dans les zones à haut risque. Une partie des inondations dans le bassin de la rivière Richelieu est due aux interventions gouvernementales du passé, et les règlements sur l'utilisation du territoire ne permettent pas aux gens de corriger la situation, par exemple avec du remblayage. L'obligation de souscrire à une assurance inondation pour couvrir les dommages rendrait le citoyen responsable alors que le gouvernement est en grande partie responsable par ses différents projets mis en œuvre dans la rivière Richelieu au fil des ans, sans pour autant aider par des mesures incitatives ceux qui ne peuvent pas se payer une assurance inondation et qui sont à risque. L'assurance inondation n'est pas une bonne solution et le gouvernement devrait corriger ce qui existe déjà dans la plaine inondable et ne pas permettre plus de construction.
- La coprésidente canadienne du GCP a mentionné qu'il y aura un document d'orientation sur

l'assurance contre les inondations et a suggéré que le GCP l'examine lorsqu'il sera disponible (probablement en juin).

#### **5. Le travail récent pour réduire les coûts de la diversion par le canal de Chambly (Bill Werick)**

Le co-responsable américain du groupe de travail MAGI a présenté les nouveaux développements et les résultats préliminaires du thème 1 : Alternatives structurelles pour réduire les niveaux d'eau élevés. Les travaux comprennent l'excavation de vestiges artificiels près du haut-fond de Saint-Jean, la construction d'un déversoir immergé de type Crump à l'emplacement d'un ancien point de contrôle naturel et une diversion temporaire limitée de l'eau par le canal de Chambly.

#### Commentaires et questions :

- Un membre du GCP a mentionné que le coût des matériaux de construction avait augmenté récemment et donc se demandait si cela a été pris en compte dans l'estimation des coûts et des dommages. Les solutions qui ont été présentées sont appréciées. Le co-responsable de MAGI a répondu qu'ils ont essayé d'utiliser des chiffres actuels autant que possible et que les coûts de construction étaient en dollars canadiens actuels. Les estimations des coûts étaient très préliminaires mais prometteuses.
- Un autre membre du GCP a aimé l'idée du déversoir qui semble être la solution la plus prometteuse du Thème 1 et a demandé à partir de quel bas niveau du lac on commence à voir l'impact du déversoir dans la modération des conditions d'étiage du lac. Le co-responsable de MAGI a répondu que pour l'instant, ils n'ont examiné que les bas niveaux de 1964 mais que dans un futur proche, ils seront capables d'avoir des profils pour chaque année avec l'ISEE. Les études climatiques suggèrent qu'il y aura des préoccupations concernant les périodes de sécheresse et la baisse des niveaux d'eau dans le futur.
- Un membre du GCP a demandé si le déversoir de Crump et le déversoir de Crump avec une diversion de l'eau par le canal pouvaient être construits par phases ou si une solution serait choisie plutôt qu'une autre. Le co-responsable de MAGI a répondu qu'ils étaient séparables et pouvaient être construits par phases, sur plusieurs années.
- Un membre du GCP a demandé si un résumé en français de la présentation pouvait être produit, afin d'aider les membres francophones à mieux comprendre les points techniques présentés aujourd'hui. La coprésidente canadienne du GCP a mentionné qu'il serait envisageable d'organiser un webinaire technique comme ceux présentés l'automne dernier, dans les deux langues, une fois que l'analyse de cette option sera terminée.
- La question suivante du même membre du GCP était de savoir s'il y aurait une comparaison avec les autres solutions. Le co-responsable de MAGI a répondu que c'était possible et a ajouté que c'était le premier projet structurel qui avait des chances d'être réellement mis en œuvre. L'acceptabilité sociale peut être difficile pour les projets structurels construits dans l'eau, mais cette solution semble très prometteuse et peut être considérée comme un retour à un état plus naturel de la rivière.
- Un autre membre du GCP a demandé s'il existait un document écrit sur cette proposition pour aider le GCP à l'examiner de manière plus approfondie, en français et en anglais. Le co-responsable de MAGI a répondu qu'un rapport sera disponible ultérieurement. L'intention aujourd'hui était de présenter ces nouvelles informations le plus rapidement possible au GCP, mais une analyse plus approfondie doit être effectuée.
- Un participant s'interrogeait sur la réduction des niveaux d'eau en centimètres avec la solution du déversoir. Le co-responsable de MAGI a répondu que l'eau serait plus basse de 15 cm à Saint-Jean-sur-Richelieu par rapport aux niveaux de 2011.
- Un autre membre du GCP demande si un déversoir gonflable serait plus coûteux. Le co-responsable de MAGI a répondu qu'il serait beaucoup plus cher. Il agirait comme un chenal naturel jusqu'à ce que vous ouvriez les vannes pour permettre des débits plus importants de passer. C'était une solution

raisonnable à envisager du point de vue technique, mais elle a été abandonnée tôt dans l'étude en raison des coûts et de certaines questions concernant sa fiabilité.

- Un membre du GCP a demandé comment la réduction du coût des dommages de 50% par rapport à ce qui a été vécu en 2011 se traduirait en nombre de personnes et de maisons touchées. Le co-responsable de MAGI a répondu que l'ISEE leur permettra d'examiner la réduction des dommages causés par les inondations, de voir combien de maisons ne seraient pas inondées, quelles maisons seraient moins inondées qu'en 2011 et de regarder l'accessibilité des rues, etc.

## **6. Calendrier de l'étude, recommandations et rôles du GCP**

La coprésidente américaine du Groupe d'étude a partagé le point de vue du Groupe d'étude sur les rôles du GCP concernant les recommandations et sur le calendrier de l'étude. Le processus est le suivant :

- Les groupes de travail techniques (GTT) ont été invités à identifier les conclusions principales de leur travail et à formuler une première série de recommandations initiales.
- Le Groupe d'étude se réunira régulièrement au cours des prochains mois pour examiner chaque série de recommandations initiales et pour avoir des discussions approfondies sur ces recommandations avec les experts. Il en résultera une série de recommandations préliminaires et une liste de toutes les informations supplémentaires qui sont encore nécessaires et qui pourraient influencer les recommandations.
- L'analyse de l'outil intégré social, économique et environnemental (ISEE) et l'analyse du ratio des coûts sont encore à compléter et seront nécessaires.
- Une contribution essentielle du GCP et du groupe d'analyse SPE sur l'acceptabilité publique, politique et sociale est également à obtenir.
- Plusieurs recommandations ne peuvent exister en isolation et devront être intégrées dans d'autres thèmes et seront réexaminées au fur et à mesure de leur élaboration.
- Les discussions du GCP, comme celles qui ont eu lieu au cours de cette réunion et celles qui auront lieu lors des prochaines réunions, peuvent aider le Groupe d'étude à formuler ses recommandations. Les connaissances locales des membres du GCP peuvent réellement contribuer à l'élaboration des recommandations SMART.

Le coprésident canadien du Groupe d'étude a souligné que les recommandations seront le résultat d'un processus itératif et seront affinées au fur et à mesure que l'étude avance. Tenir le GCP au courant des progrès de l'étude, par exemple par des réunions techniques, est un moyen d'obtenir collectivement des informations sur l'acceptabilité des mesures d'atténuation proposées. Un ensemble de mesures potentielles pourrait être disponible au milieu de l'été pour un examen approfondi par le GCP.

### **Questions et commentaires**

- Un membre du GCP a convenu que le GCP devra s'engager et que les informations doivent nous parvenir. De plus, nous devons trouver un moyen efficace d'intégrer ces réflexions pour finaliser l'étude. Le GCP a un rôle à jouer dans la transmission de l'information au public et dans la consultation de ce dernier.
- La coprésidente américaine du GCP a demandé quel était le moyen le plus efficace de transmettre les informations sur l'étude aux membres du GCP. Un membre du GCP a suggéré d'organiser des réunions du GCP plus fréquentes. Nous devons également nous assurer des communications vers le Groupe d'étude. Le coprésident canadien du Groupe d'étude a répondu qu'il s'agissait d'une situation du type "l'œuf et la poule", car pour obtenir de bonnes recommandations finales, il faut du temps pour produire de bonnes ébauches de recommandations (un bon niveau de certitude) qui peuvent être envoyées au GCP pour les tester, mais si nous attendons trop longtemps, il y a moins de temps pour prendre en compte les commentaires du GCP. Il suggère d'envoyer les recommandations potentielles non finalisées pour qu'elles soient testées au sein du réseau de contacts du GCP plus tôt que plus tard.
- Un membre du GCP appréciait recevoir des courriels qui fournissent des informations au GCP, car il est difficile d'organiser des réunions avec tout le monde et a suggéré d'organiser des réunions un peu

plus souvent. Un autre membre du GCP était d'accord.

#### **7. Varia**

- Serge Lepage agit en tant que gestionnaire canadien de l'étude pendant l'absence de Serge Villeneuve.
- **Mise à jour sur les points de communication** : Le Groupe d'étude travaille à la publication de plusieurs rapports majeurs, couvrant les différents thèmes de l'étude. Pour faciliter la communication avec le public, de courts résumés (3-4 pages) seront produits pour les principaux rapports. Le rapport sur le stockage de l'eau dans le bassin versant sera probablement le prochain à être publié. Le travail sur la série de vidéos se poursuit. Au cours de l'été 2020, des vidéos sur les thèmes 1 et 2 ont été produites, et nous travaillons maintenant sur le thème 3 (intervention d'urgence) et le thème 4 (gestion des plaines inondables) ainsi que sur une vidéo finale résumant les recommandations de l'étude. Une dernière série de réunions publiques aura lieu avant la fin de l'étude, bien que la pandémie de COVID puisse influencer la planification.
- L'étude essaiera d'être plus proactive en envoyant des documents au GCP en temps voulu.

#### **8. Remarques finales**

Un membre du GCP a remercié les coprésidents du Groupe d'étude et toutes les personnes impliquées dans l'étude pour leur travail acharné et de qualité. Le coprésident canadien du groupe d'étude a remercié le GCP pour sa contribution précieuse et sa volonté d'avoir une conversation dynamique et bidirectionnelle dans les mois à venir, à ce moment critique de l'étude.

Approuvé par les membres du Groupe consultatif public le 8 novembre 2021.